

LE RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE DES DÉPENSES PUBLIQUES D'ÉDUCATION DANS LE MONDE

par

Jean-Claude EICHER ⁽¹⁾ et François ORIVEL ⁽²⁾

Le but de cette brève note est de retracer l'évolution des dépenses publiques d'éducation dans le monde, de montrer que l'euphorie des années 60, durant lesquelles l'éducation bénéficiait d'une priorité incontestée, ne trouve plus sa traduction dans un accroissement des budgets, mais que l'on assiste au contraire à un sensible ralentissement. D'où la question : à la théorie des années 60 établissant un lien positif, étroit et consistant entre les dépenses d'éducation et la croissance économique, ne voit-on pas succéder une approche plus circonspecte, qui reproche aux budgets éducatifs devenus trop lourds de constituer des handicaps pour réunir les autres conditions de la croissance économique (création d'infrastructures, investissements productifs) et de concurrencer d'autres besoins sociaux pressants, tels que la santé, la nutrition ou le développement agricole.

Ce ralentissement de la croissance des dépenses publiques d'éducation, sensible à partir de 1965, s'est accentué à partir de 1974, ainsi que l'ont montré les auteurs dans deux études successives réalisées pour le compte de l'Office des Statistiques de l'U.N.E.S.C.O. ⁽³⁾.

(1) Professeur de Sciences économiques à l'Université de Dijon, Directeur de l'Institut de Recherches sur l'Économie de l'Éducation (I.R.E.D.U.).

(2) Chargé de Recherches au C.N.R.S. et membre de l'I.R.E.D.U.

(3) Voir EICHER (J. C.) et ORIVEL (F.), L'allocation des ressources à l'éducation dans le Monde, U.N.E.S.C.O., Office des Statistiques, novembre 1978, 87 p. (version provisoire portant sur les années 1960-1974).

Ainsi que EICHER (J. C.) et ORIVEL (F.), L'allocation des ressources à l'éducation dans le Monde, U.N.E.S.C.O., Office des Statistiques, à paraître, version définitive portant sur les années 1960-1976. Les auteurs remercient vivement les responsables de l'office des Statistiques de l'U.N.E.S.C.O. pour leur précieuse collaboration et leurs judicieux conseils, notamment M. BEN-AMOR, Directeur de l'Office et M. NASCIMENTO, Responsable des statistiques financières.

1. L'ÉVOLUTION DES DÉPENSES PUBLIQUES D'ÉDUCATION DANS LE MONDE, DE 1960 A 1974. TENDANCES GÉNÉRALES

Les conférences internationales consacrées aux problèmes d'éducation, de scolarisation, de lutte contre l'analphabétisme se succèdent et se ressemblent : on y constate l'immense tâche restant à accomplir, l'écart croissant entre les objectifs affirmés quelques années plus tôt et la réalité présente, on y réaffirme la nécessité d'une relance de l'effort pour atteindre rapidement les objectifs antérieurement fixés sans se rendre compte de l'abîme qui se creuse entre le niveau du discours volontariste et le caractère têtue des faits. Ces faits peuvent se résumer en trois propositions :

— au cours de la période 1960-1974, l'élasticité moyenne des dépenses publiques d'éducation par rapport au P.N.B. dans le Monde, décroît régulièrement ;

— dans la période récente, la croissance économique mondiale s'est ralentie, phénomène qui, combiné avec le précédent, entraîne un rythme de croissance des dépenses publiques d'éducation trois à quatre fois inférieur à celui du début des années 60 et en réalité, à peine supérieur à la croissance démographique ;

— la production des services éducatifs se caractérise par des progrès de productivité faibles, nuls ou négatifs, d'où, au total, des difficultés accrues pour satisfaire une demande sociale qui s'élargit sans cesse.

A. Le ralentissement de la croissance des ressources publiques allouées à l'éducation dans le monde

Évolution des dépenses par grandes régions

Nous ne nous étendrons pas ici sur les problèmes de données ou de méthodes, pour lesquels nous renvoyons aux documents originaux (1). Ces données ne présentent pas une fiabilité totale, phénomène classique en matière de comparaisons internationales mais les auteurs sont convaincus que l'incertitude qui demeure ne saurait remettre en cause la réalité du trend qui caractérise l'évolution des dépenses publiques d'éducation.

Rappelons qu'au début de la période qui a suivi la seconde guerre mondiale, le pourcentage du P.N.B. alloué à l'éducation (dépenses publiques) était de l'ordre de 2 %. D'après le tableau de l'Annexe 1, ce pourcentage atteignait 3,7 en 1960, a progressé de 1,6 points dans la décennie 1960-1970, pour atteindre

(1) EICHER-ORIVEL : *op. cit.*

5,3 % en 1970, mais n'a augmenté que de 0,3 point de 1970 à 1974, soit un rythme deux fois moins rapide. Nous verrons plus loin qu'il s'est encore ralenti de 1974 à 1976, après le premier grand choc pétrolier.

Les pays développés représentaient à eux seuls 92,3 % du total mondial de dépenses publiques d'éducation en 1960, et encore 91,4 % en 1974. Leur effort est passé de 3,95 % du P.N.B. en 1960 à 5,95 % en 1974, soit 2 points de mieux, alors que l'ensemble des pays en voie de développement a fait passer son effort de 2,33 % en 1960 à 3,43 % en 1974 (1,1 points de plus). Cela signifie que les pays en voie de développement ont ralenti leur effort plus brutalement que les pays développés, phénomène particulièrement bien mis en évidence par l'analyse des élasticités.

Évolution de l'élasticité des dépenses par rapport au P.N.B.

L'Annexe 2 donne l'évolution de l'élasticité des dépenses publiques d'éducation par rapport au P.N.B. pour un certain nombre de régions ou de groupements de pays. Au niveau mondial, l'élasticité était égale à 2,1 entre 1960 et 1965, à 1,36 entre 1965 et 1970, à 1,27 entre 1970 et 1974. La chute est plus brutale si l'on considère les seuls pays en voie de développement, puisque de 2,16, elle passe à moins de 1 entre 1970 et 1974. Il faut peut-être corriger ce résultat, en soulignant que la croissance du P.N.B. pendant ces 4 années a été particulièrement forte dans les pays en voie de développement (9,2 %), encore que ce bon score s'explique en partie par le mode de calcul, le dollar des États-Unis ayant perdu de sa valeur par rapport aux autres monnaies pendant cette période.

L'Europe a connu une évolution assez différente de celle de l'Amérique du Nord. Cette dernière a eu une très forte élasticité pendant toute la décennie 60-70 (plus de deux) puis un renversement soudain (moins de 1 après 70). L'Europe a stagné dès les années 65-70, mais est remontée à 1,63 de 1970 à 1974, comblant ainsi en partie son retard par rapport aux États-Unis.

B. Peut-on rendre compte de la variance internationale de l'effort?

Lorsqu'on corrèle des séries chronologiques de P.N.B. par tête et de dépenses publiques d'éducation par tête, pour un pays donné, on trouve toujours des coefficients de corrélation très élevés, compris entre 0,9 et 1. D'où la tentation d'établir une relation de cause à effet entre les deux phénomènes.

L'observation d'une telle liaison pose en fait deux questions :

1° dans quel sens s'opère la relation de cause à effet : est-ce la croissance du P.N.B. qui permet de mieux satisfaire des besoins moins essentiels (effet de revenu) ou sont-ce les dépenses d'éducation accrues au temps $t - n$ qui stimulent la croissance économique du temps t (effet d'investissement)?

2° que deviennent ces coefficients de corrélation lorsqu'on passe de données longitudinales à des données transversales?

La réponse à la première question est particulièrement délicate, et l'on peut dire pour simplifier, qu'il y a des arguments qui militent en faveur des deux hypothèses et ce n'est pas contradictoire. Il y a probablement des interactions réciproques avec des phénomènes de décalage dans le temps.

En ce qui concerne la seconde question, les résultats sont tout à fait clairs : la variance internationale du pourcentage des P.N.B. consacrée à des dépenses publiques d'éducation est très peu liée à la variance internationale des P.N.B. par tête.

Par ailleurs, il faut se rappeler que l'effort public fait en faveur de l'éducation, représenté par le pourcentage du P.N.B., varie très fort non seulement d'une région du monde à l'autre, mais d'un pays d'une même région à un autre.

Il est donc intéressant de faire intervenir d'autres variables explicatives.

Parmi les variables économiques, le taux de croissance du P.N.B. vient tout de suite à l'esprit car on peut faire plus si on est en train de s'enrichir que si on reste au même niveau.

Deux variables démographiques sont également potentiellement importantes :

- la population scolarisable et son évolution qui détermine le besoin;
- la population scolarisée qui détermine le nombre de ceux pour lesquels il faut dépenser.

Mais on peut penser que la volonté de dépenser publiquement pour l'éducation dépend également de données de civilisations liées à l'histoire.

Pour mettre en lumière ces différentes influences, nous avons établi un modèle de régression linéaire ⁽¹⁾, dans lequel les variables indépendantes sont les suivantes :

- | | | |
|---------------------------------------|---|---|
| variables
d'activité
économique | } | (1) P.N.B. par tête en 1960 (US \$ 74),
(2) P.N.B. par tête en 1974 (US \$ 74),
(3) indice du P.N.B. par tête en 1974 (base 100 en 1960),
(4) taux de croissance du P.N.B. total de 1960 à 1974; |
| variables
d'activité
scolaire | } | (6) indice de la population scolarisable de 6 à 11 ans en 1974 (base 100 en 1960),
(7) indice du taux de scolarisation des jeunes âgés de 12-17 ans en 1974 (base 100 en 1960),
(8) taux de scolarisation des enfants âgés de 6-11 ans en 1974; |

(1) Il s'agit d'un modèle de corrélation multiple, estimé par la méthode classique des moindres carrés, avec la procédure du stepwise. Celle-ci est une méthode itérative utilisant à chaque étape la méthode de régression des moindres carrés. Un algorithme permet, après chaque étape, d'introduire une nouvelle variable explicative. La première variable introduite est la variable la plus corrélée avec la variable expliquée; puis les autres variables sont introduites successivement, en commençant par celle ayant le coefficient de corrélation partielle avec la variable expliquée le plus élevé.

Appartenance
aux grandes
aires cultu-
relles

- (9) groupe de pays du Sud de l'Europe (France, Espagne, Grèce, Portugal, Italie),
- (10) groupe des pays anglophones développés (États-Unis, Canada, Irlande, Royaume-Uni, Australie, Nouvelle-Zélande),
- (11) groupe des neuf pays du Marché Commun,
- (12) groupe des pays du nord de l'Europe [tous les pays occidentaux européens qui ne figurent pas en (10)],
- (13) groupe des pays producteurs de pétrole, à l'exclusion des États-Unis et de l'U.R.S.S.,
- (14) groupe des pays à planification économique centralisée (Europe Occidentale et Cuba),
- (15) groupe des pays de langue portugaise (Portugal, Brésil, Angola, Mozambique),
- (16) groupe des pays d'Afrique francophone,
- (17) groupe des pays d'Afrique anglophone,
- (18) groupe des pays de langue arabe,
- (19) groupe des pays d'Amérique Latine,
- (20) groupe des pays d'Asie (pays arabes exclus).

Lien avec les variables économiques

L'effet qui est testé ici est plutôt un effet revenu, puisque l'on regarde l'effort en fin de période. Si l'on voulait vérifier un effet investissement, il conviendrait de rechercher si les pays qui dépensent le plus au temps t se retrouvent dans le lot des pays les plus riches, *ceteris paribus*, au temps $t + n$. Indiquons seulement ici au passage que la corrélation simple entre l'effort en 1960 et le taux de croissance du P.N.B. de 1960 à 1974 est très légèrement positive ($r = 0,220$) et très faiblement significative (au seuil de 10 %), résultat qui, compte tenu de la nature des données, nous conduit à conclure que l'hypothèse du rôle positif des dépenses d'éducation sur la croissance économique n'est pas à rejeter, et que sa vérification empirique doit être approfondie.

Pour revenir à l'effet revenu, il n'est guère mieux établi dans ce modèle, puisque le coefficient de régression est très faible lui aussi (*ceteris paribus*, il faut 1 000 \$ de plus de P.N.B. par tête pour faire augmenter l'effort de 0,15 %, c'est-à-dire par exemple, le faire passer de 4 à 4,15 %) et de surcroît, il est très faiblement significatif (seuil compris entre 5 et 10 %).

Néanmoins, il faut souligner que dans le cas présent, l'estimation linéaire classique pose quelques problèmes, notamment en raison du fait que l'hypothèse de variabilité de la variable dépendante de $-\infty$ à $+\infty$ n'est pas respectée (elle est contrainte entre 0 et 100, et même, de fait, entre 0 et 10).

Notre collègue G. Lassibille (1979) (1), dans un travail en cours, a introduit ces mêmes données dans un modèle de type logistique qui échappe à l'hypothèse précédente et a découvert un seuil de signification nettement meilleur.

(1) G. LASSIBILLE, The Estimation of Dependent Variable Relations in Percentage. Form. Ronéo, I.R.E.D.U., 13 p. version provisoire, 1979.

TABLEAU I

Les déterminants de l'effort public en faveur de l'éducation (119 pays-1974)

Variable	Coefficient de régression	t de Student	Corrélation simple avec variable dépendante	Rang dans le stepwise
PNB par tête en 1974.....	+ 0,000 15	1,76 (²)	0,44	2
Taux de croissance du PNB de 1960 à 1974.....	+ 0,76	1,37 (¹)	0,11	10
Taux de scolarisation 6-11 ans en 1974.....	+ 0,032	5,58 (⁵)	0,47	1
Europe du Sud.....	- 1,55	- 2,14 (²)	- 0,10	5
Pays anglophones développés..	+ 1,06	1,73 (²)	0,28	9
Marché commun.....	+ 0,74	1,08	0,29	7
Europe du Nord.....	+ 0,60	0,81	0,37	12
Pays à planification centralisée..	+ 1,45	2,67 (³)	0,22	6
Pays de langue portugaise.....	- 0,63	- 0,91	- 0,20	11
Afrique francophone.....	+ 1,61	4,33 (⁵)	- 0,02	4
Afrique anglophone.....	+ 1,71	4,26 (⁵)	0,07	3
Pays arabes.....	+ 0,48	1,15	0,08	8

$R^2 = 0,53$

N.B. : La variance marginale expliquée par les autres variables est trop faible pour entraîner leur intégration dans la procédure du stepwise.

(¹) Seuil de signification compris entre 10 et 20 %.

(²) Seuil de signification compris entre 5 et 10 %.

(³) Seuil de signification compris entre 1 et 5 %.

(⁴) Seuil de signification compris entre 1 % et 1 %/∞.

(⁵) Seuil de signification inférieur à 1 %/∞.

Quoi qu'il en soit, l'effet reste de faible ampleur. Dans un modèle longitudinal, on observe qu'entre le moment où les pays développés aujourd'hui avaient un P.N.B. par tête de 500 \$ et celui où ils en ont 5 000, le pourcentage des dépenses publiques d'éducation est passé de 1,5 à 6 %. Dans ce modèle transversal, on s'aperçoit que les pays pauvres, qui ont en moyenne un P.N.B. par tête de 500 \$, allouent 4 % de leur P.N.B. à l'éducation et les pays riches, qui ont 5 000 \$ par tête, consacrent 6 % de leur P.N.B. à l'éducation. Dans le modèle longitudinal, l'effet multiplicateur est de l'ordre de 4 et dans le second, de l'ordre de 1,5.

Variables scolaires et culturelles

Le taux de scolarisation primaire est de loin la variable qui rend le mieux compte des écarts internationaux dans le pourcentage des ressources allouées à l'éducation. Augmenter ce taux de 10 % entraîne un prélèvement additionnel de 0,3 % sur le P.N.B.

Enfin, un certain nombre de variables dites « culturelles » liées au « type de société » interviennent. Ce sont dans l'ordre :

– l'appartenance au groupe des pays d'Afrique anglophone (+ 1,71 % *ceteris paribus*),

– l'appartenance au groupe des pays d'Afrique francophone (+ 1,61 %);

– l'appartenance au groupe des pays à planification centralisée (Europe Orientale et Cuba : + 1,45 %);

– dans un seul cas, l'effet est significativement négatif : il s'agit de l'appartenance au groupe des pays de l'Europe du Sud (– 1,55 %).

2. L'ÉVOLUTION DES DÉPENSES PUBLIQUES D'ÉDUCATION APRÈS LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE DE 1974

Cette dernière période est particulièrement intéressante à étudier, car malgré sa brièveté, elle semble faire apparaître des phénomènes nouveaux et un infléchissement marqué dans l'évolution de plusieurs grandes régions.

Nous regarderons d'abord les données concernant les pourcentages du P.N.B. dépensés pour l'enseignement et les coefficients d'élasticité, avant de voir ce que révèle une nouvelle étude de corrélation portant sur l'année 1976.

L'examen du tableau I, en Annexe, montre un ralentissement très net du taux de croissance des dépenses d'enseignement, ralentissement cependant un peu moins marqué que celui du P.N.B., ce qui se traduit par une légère augmentation de la part des P.N.B. allouée à l'enseignement. L'élasticité des dépenses d'éducation par rapport au P.N.B. a même tendance à remonter après la baisse continue depuis 1960.

Mais cette vue d'ensemble, assez surprenante à première vue, cache des mouvements assez différents selon les régions.

Regardons d'abord les pays développés :

Dans l'ensemble, ils ont freiné leurs dépenses d'enseignement tout en augmentant très légèrement la part de leur P.N.B. qu'ils leur allouent. Mais l'élasticité baisse par rapport à la période précédente. Toutefois, le comportement est différent en Amérique du Nord et ailleurs.

L'Amérique du Nord : il ne faut pas oublier que l'Amérique du Nord (États-Unis et Canada) représente à elle seule plus du tiers des dépenses mondiales d'éducation de source publique. Or on y observe plus qu'un ralentissement de la croissance puisque le montant absolu des dépenses baisse et que l'élasticité devient négative de ce fait.

Il est hors de doute que dans les arbitrages budgétaires consécutifs à la crise, l'éducation est apparue comme non prioritaire et assez facile à sacrifier.

En Europe, les réactions ont été plus diverses mais montrent, dans l'ensemble, une tendance à la convergence.

En effet, si sur les 18 pays pour lesquels on a des données, 7 ont nettement augmenté leur effort (le pourcentage représenté par les dépenses publiques d'éducation augmente de plus de 5/10^e de point), 5 restent stables (le pourcentage varie de moins de 2/10^e de point) et 2 sont en baisse (plus de 2/10^e de point). On peut noter que les pays socialistes, qui dépensaient en moyenne plus que les autres, sont tous stables à l'exception de la Yougoslavie et que, parmi ceux qui accroissent nettement leur effort, quatre (la France, la R.F.A., l'Irlande et le Portugal) étaient jusque-là en retard. Dans l'ensemble, on peut donc dire que les pays européens ont réagi à la crise en ralentissant la croissance des dépenses publiques d'enseignement mais en évitant de sacrifier nettement ce secteur qui semble encore prioritaire. La même observation s'adresse aux pays développés d'Asie et d'Océanie.

Dans les pays en voie de développement, le contraste est très marqué entre les pays pétroliers et les autres.

On remarque en effet que l'augmentation nette du pourcentage du P.N.B. alloué à l'éducation est dû, en quasi-totalité, aux pays membres de l'O.P.E.P. qui passent de 3,49 à 5,24, alors que les autres restent quasi stationnaires (de 3,40 à 3,49).

Par grandes régions, on note que l'Asie a augmenté son effort, ainsi que l'Afrique, alors que l'Amérique Latine l'a diminué. Dans cette dernière région, l'élasticité tombe nettement au-dessous de un. Le mouvement est très général puisque, à part le Vénézuéla et le Mexique, pays producteurs de pétrole, seule la Guyane a augmenté son effort. La crise a donc eu un effet très défavorable sur les dépenses d'enseignement dans l'ensemble de cette région.

L'Afrique a mieux résisté, malgré une évolution désastreuse du P.N.B., qui explique l'élasticité négative, puisque les dépenses ont continué à augmenter dans la plupart des pays, malgré une baisse du P.N.B. Mais il reste que la crise a forcé six pays à diminuer le montant absolu de leurs dépenses et quatre autres à opérer un freinage considérable dans leur progression. Quand on connaît les besoins immenses d'alphabétisation qui restent à satisfaire, on ne peut qu'être inquiet pour ce continent.

Les pays d'Asie évoluent de façon assez différente les uns des autres, mais on note une certaine tendance à la convergence, les pays en retard augmentant en général leurs dépenses plus nettement que les autres.

Ce mouvement de convergence se trouve d'ailleurs confirmé pour les pays non pétroliers, par l'analyse de régression.

Le même modèle que celui de la première partie, mais pour l'année 1976, donne en effet les résultats suivants :

TABLEAU II

Les déterminants de l'effort public en faveur de l'éducation (119 pays-1976)

Variable	Coefficient de régression	t de student	Corrélation simple avec variable dépendante	Rang dans le stepwise	ΔR^2
P.N.B./tête en 1976...	+ 0,000 17	1,84	0,39	2	0,05
Taux de scolarisation 6-11 ans en 1975...	+ 0,032	4,45 (1)	0,40	1	0,17
Europe du Sud.....	- 1,09	- 1,36	- 0,09	6	0,03
Pays anglophones développés.....	+ 0,76	1,02	0,20	9	0,005
Europe du Nord.....	+ 1,11	1,58	0,32	8	0,01
Pays à planification centralisée.....	+ 2,00	3,32 (1)	0,27	5	0,05
Pays de langue portugaise.....	- 0,80	- 0,95	- 0,20	10	0,005
Afrique francophone...	+ 1,80	3,97 (1)	0,03	3	0,05
Afrique anglophone...	+ 1,47	3,11 (1)	0,01	4	0,05
Pays arabes.....	+ 1,10	2,14 (1)	0,13	7	0,02
$R^2 = 0,45$					
N.B. : La variance marginale expliquée par les autres variables est trop faible pour entraîner leur intégration dans la procédure du stepwise.					
(1) Signifie que l'effet de la variable est significatif au seuil de 5 % au moins.					

On note que les coefficients relatifs au P.N.B. par tête et au taux de scolarisation restent à peu près constants, alors que ceux concernant l'influence des « aires culturelles » ont tendance à baisser et/ou à devenir moins significatifs, sauf pour ce qui est des pays arabes dont le coefficient s'élève nettement et devient significatif au seuil de 5 %. L'effet des recettes pétrolières est encore une fois mis en évidence, ainsi que la tendance à la convergence ailleurs.

Le peu de confiance que l'on peut accorder à certains chiffres et le petit nombre d'années qui ont pu être observées après la crise empêchent d'aller plus loin dans les conclusions. Mais il sera très important de suivre de près l'évolution depuis 1976 pour voir si ces premiers indices d'un changement dans l'évolution se confirment.

* * *

ANNEXE I

Évolution des dépenses publiques d'éducation par grandes régions

Unité : Million de US \$ 1976

Item	1960	1965	1970	1974	1976
	Monde				
1. Produit National Brut (P.N.B.)	3 075 369,2	3 968 100,7	4 999 322,4	6 121 513,5	6 414 870,9
2. Taux de croissance du P.N.B.	—	+ 5,2	+ 4,7	+ 5,2	+ 2,4
3. Dépenses publiques d'éducation	115 315,4	193 820,8	264 671,6	342 304,3	365 671,7
4. Taux de croissance des D.P.E.	—	+ 10,9	+ 6,4	+ 6,6	+ 3,3
5. % des D.P.E. par rapport au P.N.B.	3,7	4,9	5,3	5,6	5,7
	Pays en voie de développement				
1. Produit National Brut (P.N.B.)	380 574,0	485 917,0	604 121,0	860 575,0	962 889,0
2. Taux de croissance du P.N.B.	—	5,0	4,4	9,2	5,8
3. Dépenses publiques d'éducation	8 930,6	14 933,0	21 275,4	29 513,2	38 449,2
4. Taux de croissance des D.P.E.	—	10,8	7,3	8,5	14,2
5. % des D.P.E. par rapport au P.N.B.	2,35	3,07	3,52	3,43	3,99
	Pays développés				
1. Produit National Brut (P.N.B.)	2 694 795,2	3 482 183,7	4 395 201,4	5 260 938,5	5 451 982,0
2. Taux de croissance du P.N.B.	—	5,3	4,8	4,6	1,8
3. Dépenses publiques d'éducation	106 384,8	178 387,8	243 396,2	312 791,1	327 223,5
4. Taux de croissance des D.P.E.	—	10,9	6,4	6,5	2,3
5. % des D.P.E. par rapport au P.N.B.	3,95	5,14	5,54	5,95	6,00
	Afrique				
1. Produit National Brut (P.N.B.)	63 037,4	78 777,0	103 911,1	130 626,3	140 120,0
2. Taux de croissance du P.N.B.	—	+ 4,6	— 5,7	+ 5,9	+ 3,6
3. Dépenses publiques d'éducation	1 642,7	2 714,1	4 195,0	5 881,9	7 137,7
4. Taux de croissance des D.P.E.	—	+ 10,6	+ 9,1	+ 8,8	+ 10,1
5. % des D.P.E. par rapport au P.N.B.	2,6	3,4	4,0	4,5	5,1
	Amérique Latine				
1. Produit National Brut (P.N.B.)	151 167,7	193 481,4	254 669,0	342 217,5	368 190,0
2. Taux de croissance du P.N.B.	—	+ 5,1	+ 5,6	+ 7,7	+ 3,7
3. Dépenses publiques d'éducation	3 149,7	5 829,5	7 877,5	11 269,0	11 776,4
4. Taux de croissance des D.P.E.	—	+ 13,1	+ 6,2	+ 9,4	+ 2,2
5. % des D.P.E. par rapport au P.N.B.	2,1	3,0	3,1	3,3	3,2

Item	1960	1965	1970	1974	1976
Amérique du Nord					
1. Produit National Brut (P.N.B.)	1 042 148,0	1 325 475,3	1 577 622,9	1 847 774,1	1 877 400,0
2. Taux de croissance du P.N.B.	-	+ 4,9	+ 3,5	+ 4,0	+ 0,8
3. Dépenses publiques d'éducation	40 366,0	71 118,8	103 826,0	119 216,9	116 209,0
4. Taux de croissance des D.P.E.	-	+ 12,0	+ 7,9	+ 3,5	- 1,3
5. % des D.P.E. par rapport au P.N.B.	3,9	5,4	6,6	6,4	6,2
Asie					
1. Produit National Brut (P.N.B.)	312 011,1	449 935,9	653 262,2	917 527,8	1 028 479,2
2. Taux de croissance du P.N.B.	-	+ 7,6	+ 7,7	+ 8,9	+ 5,9
3. Dépenses publiques d'éducation	9 832,8	16 572,9	25 267,1	39 593,8	50 124,0
4. Taux de croissance des D.P.E.	-	+ 11,0	+ 8,8	+ 11,9	+ 12,5
5. % des D.P.E. par rapport au P.N.B.	3,2	3,7	3,9	4,3	4,9
Asie (Japon exclu)					
1. Produit National Brut (P.N.B.)	106 368,6	213 658,9	245 541,1	387 732,5	454 579,2
2. Taux de croissance du P.N.B.	-	+ 5,1	+ 2,8	+ 12,1	+ 8,3
3. Dépenses publiques d'éducation	4 138,2	6 389,4	9 202,9	12 362,3	19 535,1
4. Taux de croissance des D.P.E.	-	+ 9,1	+ 7,6	+ 7,6	+ 25,7
5. % des D.P.E. par rapport au P.N.B.	2,5	3,0	3,7	3,2	4,3
Europe					
1. Produit National Brut (P.N.B.)	1 459 052,5	1 855 603,2	2 328 045,9	2 782 206,4	2 888 236,0
2. Taux de croissance du P.N.B.	-	+ 4,9	+ 4,6	+ 4,6	+ 1,9
3. Dépenses publiques d'éducation	58 915,6	95 240,9	119 864,5	160 029,9	173 261,8
4. Taux de croissance des D.P.E.	-	+ 10,1	+ 4,3	+ 7,5	+ 4,0
5. % des D.P.E. par rapport au P.N.B.	4,0	5,1	5,15	5,7	6,0
Europe (U.R.S.S. exclue)					
1. Produit National Brut (P.N.B.)	1 119 552,5	1 405 303,2	1 760 945,9	2 118 805,4	2 170 706,0
2. Taux de croissance du P.N.B.	-	+ 4,6	+ 4,6	+ 4,7	+ 1,2
3. Dépenses publiques d'éducation	38 919,0	62 594,1	81 018,1	109 478,8	119 590,6
4. Taux de croissance des D.P.E.	-	+ 10,0	+ 5,3	+ 7,8	+ 4,5
5. % des D.P.E. par rapport au P.N.B.	3,5	4,4	4,6	5,2	5,5

Item	1960	1965	1970	1974	1976
	Océanie				
1. Produit National Brut (P.N.B.)	47 952,5	64 827,9	81 811,3	101 161,4	112 445,7
2. Taux de croissance du P.N.B.	-	+ 6,2	+ 4,8	+ 5,4	+ 5,4
3. Dépenses publiques d'éducation.....	1 408,6	2 344,6	3 641,5	6 312,8	7 162,8
4. Taux de croissance des D.P.E.	-	+ 10,7	+ 9,2	+ 14,7	+ 6,5
5. % des D.P.E. par rapport au P.N.B.....	2,9	3,6	4,4	6,2	6,4
	Pays de l'O.P.E.P.				
1. Produit National Brut (P.N.B.)	-	-	139 732,0	220 656,0	278 301,0
2. Taux de croissance du P.N.B.	-	-	-	12,1	12,3
3. Dépenses publiques d'éducation.....	-	-	5 398,9	7 702,2	14 570,6
4. Taux de croissance des D.P.E.	-	-	-	9,3	37,5
5. % des D.P.E. par rapport au P.N.B.....	-	-	3,86	3,49	5,24
	Europe (Pays socialistes exclus)				
1. Produit National Brut (P.N.B.)	-	-	1 496 483,7	1 796 265,8	182 336,0
2. Taux de croissance du P.N.B.	-	-	-	4,67	0,75
3. Dépenses publiques d'éducation.....	-	-	68 336,9	93 606,6	102 370,1
4. Taux de croissance des D.P.E.	-	-	-	8,18	4,57
5. % des D.P.E. par rapport au P.N.B.....	-	-	4,56	5,21	5,61
	Pays socialistes européens				
1. Produit National Brut (P.N.B.)	-	-	831 562,2	985 940,6	106 487,6
2. Taux de croissance du P.N.B.	-	-	-	4,35	3,92
3. Dépenses publiques d'éducation.....	-	-	51 527,6	66 423,3	70 891,7
4. Taux de croissance des D.P.E.	-	-	-	6,55	3,30
5. % des D.P.E. par rapport au P.N.B.....	-	-	6,20	6,74	6,66
	Pays africains membres de l'O.P.E.P.				
1. Produit National Brut (P.N.B.)	-	-	37 788,7	52 229,2	64 790,00
2. Taux de croissance du P.N.B.	-	-	-	8,42	10,94
3. Dépenses publiques d'éducation.....	-	-	1 504,9	2 418,7	3 461,6
4. Taux de croissance des D.P.E.	-	-	-	12,59	19,63
5. % des D.P.E. par rapport au P.N.B.....	-	-	3,97	4,63	5,34

Item	1960	1965	1970	1974	1976
Afrique (O.P.E.P. exclue)					
1. Produit National Brut (P.N.B.)	-	-	66 122,4	78 397,10	75 330,0
2. Taux de croissance du P.N.B.	-	-	-	4,34	- 2,01
3. Dépenses publiques d'éducation.....	-	-	2 690,10	3 463,2	3 676,10
4. Taux de croissance des D.P.E.	-	-	-	6,52	3,02
5. % des D.P.E. par rapport au P.N.B.....	-	-	4,07	4,42	4,88
Membres asiatiques de l'O.P.E.P.					
1. Produit National Brut (P.N.B.)	-	-	79 281,8	131 350,7	180 081,0
2. Taux de croissance du P.N.B.	-	-	-	13,5	17,1
3. Dépenses publiques d'éducation.....	-	-	2 828,1	4 229,8	9 482,9
4. Taux de croissance des D.P.E.	-	-	-	10,6	49,7
5. % des D.P.E. par rapport au P.N.B.....	-	-	3,57	3,22	5,27
Asie (O.P.E.P. et Japon exclus)					
1. Produit National Brut (P.N.B.)	-	-	166 259,3	256 381,8	274 498,2
2. Taux de croissance du P.N.B.	-	-	-	11,4	3,5
3. Dépenses publiques d'éducation.....	-	-	6 374,8	8 132,5	10 052,3
4. Taux de croissance des D.P.E.	-	-	-	6,3	11,2
5. % des D.P.E. par rapport au P.N.B.....	-	-	3,83	3,17	3,66
Amérique Latine (Vénézuéla exclu)					
1. Produit National Brut (P.N.B.)	-	-	233 386,7	314 778,2	336 850,0
2. Taux de croissance du P.N.B.	-	-	-	10,8	3,4
3. Dépenses publiques d'éducation.....	-	-	6 827,1	10 234,5	10 093,4
4. Taux de croissance des D.P.E.	-	-	-	10,65	- 0,69
5. % des D.P.E. par rapport au P.N.B.....	-	-	2,93	3,25	3,00
Pays en voie de développement (O.P.E.P. exclue)					
1. Produit National Brut (P.N.B.)	-	-	464 389,0	639 919,0	684 588,0
2. Taux de croissance du P.N.B.	-	-	-	8,3	3,4
3. Dépenses publiques d'éducation.....	-	-	15 876,5	21 811,0	23 878,6
4. Taux de croissance des D.P.E.	-	-	-	8,2	4,6
5. % des D.P.E. par rapport au P.N.B.....	-	-	3,42	3,40	3,49

ANNEXE II

Élasticité des dépenses d'enseignement par rapport au P.N.B. entre 1960 et 1976

Régions	Période			
	1960-1965	1965-1970	1970-1974	1974-1976
Monde.....	2,1	1,36	1,27	1,38
Pays développés.....	2,06	1,33	1,41	1,28
Pays en développement.....	2,16	1,66	0,92	2,45
Pays en développement (membres O.P.E.P. exclus).....	—	—	0,97	1,35
Membres de l'O.P.E.P.....	—	—	0,77	3,03
Afrique.....	2,30	1,60	1,49	2,81
Afrique (pays membres de l'O.P.E.P. exclus).....	—	—	1,50	— 1,50
Amérique du Nord.....	2,45	2,26	0,87	— 1,62
Amérique Latine.....	2,57	1,11	1,22	0,60
Asie.....	1,45	1,14	1,34	2,12
Asie (pays membres de l'O.P.E.P. et Japon exclus).....	—	—	0,55	3,2
Europe (y compris l'U.R.S.S.)...	2,06	0,93	1,63	2,11
Pays socialistes :				
d'Europe.....	—	—	1,51	0,84
Océanie.....	1,73	1,92	2,72	1,20